Les répertoires de l'action : logiques sociales des acteurs ou contraintes de l'espace de réception ?

L'exemple de la révolte des « masques armés » (1783-1785)

The repertoires of action: The social logic of participants or the constraints of the space of reception? The example of the revolt of the "Masques armés" (1783-1785)

Déborah Cohen

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11462>

DOI : 10.4000/ahrf.11462

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 9-28

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Déborah Cohen, « Les répertoires de l'action : logiques sociales des acteurs ou contraintes de l'espace de réception ? », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 359 | janvier-mars 2010, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11462> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11462>

ARTICLES

LES RÉPERTOIRES DE L'ACTION : LOGIQUES SOCIALES DES ACTEURS OU CONTRAINTES DE L'ESPACE DE RÉCEPTION ? L'EXEMPLE DE LA RÉVOLTE DES « MASQUES ARMÉS » (1783-1785)

Déborah COHEN

Les émeutes peuvent-elles être utilisées comme sources principales de description d'une culture sociale et politique populaire, qui serait avant tout de cris et de gestes ? En s'attachant à ce qui précède et suit l'émeute, l'analyse de la révolte cévenole de l'hiver 1783 montre que le répertoire populaire de la revendication passe aussi par le discours, mais qu'il n'existe pas d'arène publique susceptible de l'entendre. On montre aussi que ce problème est contourné par le détournement, dans l'émeute, du discours des élites – dont la présence ne doit dès lors pas être comprise comme signe d'une hétéronomie.

Mots-clés : émeute, culture populaire, justice, arènes publiques, hétéronomie.

L'historiographie de l'époque moderne a longtemps eu tendance à présenter l'émeute comme la forme de protestation populaire par excellence : les bourgeois ou les nobles effrayés s'en tiendraient à distance et – sauf à l'instrumentaliser – lui laisseraient une réelle homogénéité sociale ; ses formes de violence – déployée comme autant d'« énergie vitale qui explose en élans de refus »¹, ou retenue – caractériseraient un

(1) Jean NICOLAS, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Seuil, 2002, p. 19.

peuple illettré et incapable de formuler ses revendications ; enfin, l'émeute populaire mériterait d'être caractérisée comme telle dans la mesure où elle ne remettrait pas en question les formes du partage social en place mais y acquiescerait – en étant soit résolument conservatrice soit en assumant le caractère temporaire d'un bouleversement qualifié de carnavalesque. Ainsi l'émeute serait-elle l'attitude par laquelle « un groupe social, en un temps et un lieu donnés, exprime son exigence de survie et/ou d'affirmation collective »². Encore faut-il ajouter que les répertoires d'action descriptibles pour une émeute donnée sont bien souvent ramenés à ceux utilisés dans d'autres émeutes, plus anciennes, comme si le groupe échappait à l'histoire. On comprend bien le souci des historiens du populaire de saisir un des rares points de visibilité de groupes sociaux difficiles à documenter et d'utiliser l'émeute comme élément de caractérisation sociale et culturelle. Néanmoins, dans cette exhibition d'une « identité à soi » du sujet populaire, ne risque-t-on pas de reconduire « ce souci jaloux de préserver la pureté populaire, plébéienne ou prolétarienne » que dénonçait Jacques Rancière il y a presque trente ans, et de passer à côté des formes spécifiques prises par certains épisodes rébellionnaires³ ?

L'émeute cévenole de l'hiver 1783, pourtant fort étrange, bien documentée et étudiée par quelques excellents historiens, n'a pas échappé à cet enrôlement démonstratif du côté d'une identité sociale bien définie. À partir de la fin janvier 1783, et durant trois semaines, toute une frange du sud-ouest de l'Ardèche fut la proie de « bandes masquées » parcourant le pays pour châtier les exactions anciennes de procureurs et de notaires. Les émeutiers, dont la troupe grossit en passant de village en village, se rendent en armes (à dix ou vingt et peut-être jusqu'à deux cents) chez les gens de justice connus pour leur malhonnêteté ; ils procèdent en général à leur taxation (vol de linge, extorsion d'argent et de denrées alimentaires) et dressent des bûchers avec les papiers notariés, et quelquefois les registres de répartition des tailles sans que ces derniers constituent leur cible première. De violence contre les personnes, point ou très peu. Presque deux cents hommes sont identifiés, trente sont arrêtés et leur procès mené prévôtalement et en dernier ressort. Pour Michaël Sonenscher, la révolte, par ses formes et notamment son usage carnavalesque des masques et vêtements de femmes, rappelle le caractère prophétique et vaguement démocratique des révoltes de Romans en 1580 ou de 1670

(2) *Ibid.*, p. 26.

(3) Jacques RANCIÈRE, *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, coll. Pluriel, 1981, p. 10.

au Roure : l'auteur replace ainsi la révolte dans un temps populaire uniforme et comme hors-histoire⁴. Gérard Sabatier met quant à lui l'accent sur le caractère conservateur de la révolte, cherchant à rétablir un ordre ancien perturbé⁵. Enfin, Jacques Schnetzler tente encore plus nettement de réduire l'émeute à l'expression d'une identité sociale et critique ses prédécesseurs pour n'avoir pas saisi le contexte démographique, social et économique⁶.

Or, on peut se demander si l'émeute exprime réellement la manière unique, ordinaire et souhaitée par les protagonistes, d'intervenir dans l'espace public, et si la réduction de cette forme d'engagement à l'expression d'une identité sociale est le meilleur moyen d'en saisir le sens⁷. Peu de temps après l'épisode cévenol, les contemporains de la Révolution eux-mêmes semblaient douter de la validité interprétative d'une telle réduction : un mémoire vraisemblablement rédigé à l'intention de l'Assemblée nationale signalait ainsi, en revenant sur les épisodes agités de la région, que si ses habitants avaient eu plus de facilité à se faire rendre la justice, ils auraient sans doute été moins tentés de se la rendre eux-mêmes à travers le crime ou l'émeute⁸. C'était prendre clairement conscience du fait qu'un collectif n'existe pas comme tel *a priori*, comme un groupe social et culturel homogène se manifestant soudain publiquement, mais qu'il se configure « à travers un travail de représentation qui n'a de pertinence que dans des arènes publiques »⁹, c'est-à-dire un espace de réception.

On aimerait montrer ici que, dans l'épisode des Masques armés, l'unité sociale de l'émeute est incertaine et que les archives témoignent moins d'une culture protestataire populaire que de l'inexistence d'une

(4) Michaël SONENSCHER, « La révolte des masques armés de 1783 en Vivarais », *Vivarais et Languedoc*, 44^e Congrès de la Fédération historique du Languedoc-méditerranéen et du Roussillon, Privas, 22-23 mai 1971, Montpellier, Université Paul Valéry, 1972, p. 247-263.

(5) Gérard SABATIER, « De la révolte de Roure (1670) aux Masques Armés (1783), la mutation du phénomène contestataire en Ardèche », dans Jean NICOLAS, (éd.), *Mouvements populaires et conscience sociale (XVI^e-XIX^e siècles)*, colloque des 24-26 mai 1984, Paris, Maloine, 1985, p. 121-147.

(6) Jacques SCHNETZLER, « L'affaire des Masques armés de 1783 en Haut Uzège et Bas-Vivarais », *Revue du Vivarais*, 1991, vol. n° 4, p. 269-321.

(7) La présente recherche s'inscrit donc à la suite des travaux d'E. P. THOMPSON qui, il y a presque quarante ans, apprenait aux historiens à percevoir, sous l'action populaire immédiate, des notions générales de droit, et notamment ce qu'il appelait « l'économie morale de la foule ». Voir Edward P. THOMPSON, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, vol. 50, février 1971, p. 76-136.

(8) AD de l'Ardèche, C 1084.

(9) Daniel CÉFAI, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/ MAUSS, 2007. p. 16.

arène publique où celle-ci pourrait se configurer, ainsi que des tentatives pour la faire advenir. Pour ce faire, l'attention, certes nécessairement polarisée par l'analyse du moment émeutier lui-même, doit aussi se déplacer temporellement en amont et en aval. Aussi une première et une troisième parties chercheront-elles à comprendre ce qui s'est joué avant et après l'émeute et dans quelle mesure les positions se structuraient socio-économiquement non pas tant par rapport aux objets qui seront ceux de la contestation (les déprédations des procureurs et notaires) que par rapport à la possibilité pour la contestation même d'être publiquement entendue. L'analyse de l'émeute elle-même mettra l'accent sur les brouillages de la représentation sociale qu'on y repère.

Avant l'émeute : comment un problème judiciaire devient un problème social

La principale raison mise en avant par les émeutiers de l'hiver 1783 pour expliquer leur action sera la volonté de punir la malhonnêteté de procureurs ou de notaires (globalement dits « gens d'affaires ») dont ils ont été les victimes. Les victimes de ces hommes de loi corrompus ne sont pas uniquement d'extraction populaire ; diverses catégories sociales ont pu pâtir de leurs pratiques consistant notamment à supprimer les copies des séquestres effectués, à soustraire les placards et affiches rendant compte des décisions de justice, à refuser de rendre quittance des sommes acquittées, ou à cumuler (en personne ou par des liens de famille ou d'obligation) des fonctions de procureur, d'avocat et de juge. Mais les formes d'écoute possible de l'atteinte faite à chacun diffèrent socialement ; aussi son ressenti va-t-il, lui aussi, se construire socialement.

Des vexations connues mais non traitées de manière publique

Au moment où éclate l'émeute des Masques, les atteintes au droit dont se rendent coupables procureurs et notaires dans les Cévennes sont notoirement, et depuis longtemps, connues des élites bourgeoises, mais aussi des élites politiques locales et nationales. Néanmoins, le problème n'a pas été constitué comme tel, comme un problème public méritant d'être traité¹⁰.

(10) Sur la constitution des problèmes publics, voir Joseph R. GUSFIELD, *The Culture of Public Problems. Drinking-Driving and the Symbolic Order*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1981.

Au niveau local, Maître François Perochon, avocat, bailli et juge sur des terres seigneuriales, sait que les gens d'affaires « violent toutes la loy, négligent toutes les ordonnances, sacrifient toutes les formes, et font autant de victimes qu'ils ont presque de clients »¹¹. Étaient ainsi au courant des hommes en charge des affaires publiques, comme André Rivière, premier consul de la petite bourgade de Courry, mais aussi Antoine de Chadenade, premier consul de la ville des Vans : le premier avait « parfaite connoissance que la majeure partie des habitants de sa paroisse ou des paroisses voisines, ont été ruinées par les demandes injustes qui leur ont été faites ou par les chicanes criminelles avec lesquelles on les a suivis »¹² ; le second avait « ouy dire depuis longtemps que les procureurs vexoient les paysans »¹³. Et le comte de Périgord lui-même, commandant en chef du Languedoc, pouvait écrire à M. Joly de Fleury peu après l'émeute : « Il y a longtemps que je suis instruit, Monsieur, des concussions sous lesquelles les gens d'affaires du Velay, du Vivarais et du Gévaudan font gémir les habitants de ces contrées »¹⁴.

Pourtant, rien n'avait été entrepris pour répondre aux plaintes des habitants. « Par un effet du zèle qui m'anime pour cette portion essentielle de mon ministère, poursuivait le comte de Périgord, j'ai cherché, mais en vain, les moyens propres à remédier à ces abus »¹⁵. En fait d'avoir cherché quelque moyen que ce soit, le commandant en chef explique que ses substituts n'ont jamais osé entreprendre la moindre des procédures à ce sujet, pour la raison selon lui que les prévaricateurs étaient habiles et laissaient peu de traces.

Ce qui semble avoir inquiété les élites locales et nationales relève avant tout du désordre social qu'introduisent les fortunes rapides acquises par les gens d'affaires. C'est cela, plus que le sort des victimes, qui les met en souci. Dans leurs dépositions, Maître Perochon, tout comme Maître Jean Toulouze, maire de la ville de Saint-Ambroix, soulignent ainsi que le procureur Jean-Antoine Thomas était, il y a peu encore, faiseur de patins¹⁶, tandis que le subdélégué du diocèse d'Uzès voit dans la fortune rapide du procureur Monteil le principal problème. Il souligne que celui-ci « n'avait aucun bien il y a quinze ans, et qu'il a gagné à son métier 150 mille livres »¹⁷.

(11) AD de l'Ardèche, 25 B 79. Continuation d'information du 24 février 1783.

(12) *Ibid.*, Information du 23 février 1783.

(13) *Ibid.*, Information du 8 février 1783.

(14) AN, H 1 103, lettre du 9 mars 1783.

(15) *Ibid.*

(16) AD de l'Ardèche, 25 B 79. Informations des 24 et 26 février 1783.

(17) AN, H 1 103, fol. 197. Lettre du 17 février 1783 à M. l'intendant du Languedoc.

Non traité publiquement, le problème des malversations des gens d'affaires laisse donc chacun face à ses propres ressources – inégales.

Faire face, à armes inégales – ou comment resurgit la différence sociale

Les victimes des procureurs sont certes majoritairement des plébéiens ; mais pas seulement. Jean-Pierre Baÿle, bourgeois habitant de la petite ville de Banne, a ainsi été la proie du procureur Montels, des Vans, qui le força à lui payer cent livres pour les dépens de son procès, alors que ceux-ci avaient été liquidés à cinquante et une livres, sept sols, six deniers¹⁸. Le même Montels aurait escroqué la dame Jeanne de la Nouvelle, veuve d'un notaire de Saint-André, à laquelle il aurait remis, en échange d'une reconnaissance de dette formulée comme si la somme avait été reçue en plein, trois lettres de change dont il a été impossible à la dame de se faire payer. Le procureur a poussé l'audace jusqu'à jeter une saisie générale sur les biens de sa victime¹⁹. Jean Périer, second consul de la communauté de Courry, a lui-même (comme « les deux tiers de sa paroisse ») expérimenté par deux fois la vindicte de Montels, notamment lors d'une saisie effectuée alors même « qu'il avoit pour lors environ quatorze mille francs de biens fonds et que les deux plus riches habitants de Courry offraient des cautionnements pour lui »²⁰. Par conséquent, dans un mémoire remis au garde des Sceaux par le comte de Périgord, celui-ci soulignait bien que, si la plupart des victimes étaient « des hommes simples », il était à déplorer que « le même genre d'infidélité se pratique contre des gens aisés et paisibles qu'on établit séquestres sans leur en donner la moindre connoissance et que l'on force à payer le prix des choses prétendues séquestrées »²¹.

Face à des attaques communes, les plus riches et les plus instruits ont cependant des moyens pour faire face, dont ne dispose pas le simple paysan. Le second consul de Courry arrive à faire échouer une manœuvre du procureur Montels en prenant une certaine « précaution » juridique assez complexe, tenant à la nature de son bail de ménager. De même Jean-Pierre Baÿle put-il porter plainte auprès de M. Fabregat, juge de Banne,

(18) AD de l'Ardèche, 25 B 79. Continuation d'information du 25 février 1783.

(19) *Ibid.* On pourrait objecter que si le statut social de la dame est élevé, son statut de veuve la classe peut-être néanmoins parmi les proies fragiles et faciles.

(20) AD de l'Ardèche, 25 B 79. Information du 23 février 1783.

(21) AN, H 1 103, fol. 189. Mémoires concernant les malversations des gens d'affaires des Cévennes et la nécessité d'y remédier, 12 avril 1783.

qui se trouvait aussi être son parent et qui reconnut « qu'on luy avoit effectivement pris deux louis de trop », dont il eut sans doute gain de cause²². Face à la surdité des pouvoirs publics, ce sont donc les ressources personnelles, les réseaux sociaux et familiaux, qui permettent de se prémunir du pire. Par conséquent, les plus pauvres vont en effet se trouver particulièrement exposés et leur ressenti subjectif en sera modifié.

Alors même que les procureurs enrichis ne sont à l'origine pas socialement très différents de leurs victimes rurales, alors même que riches et pauvres sont également l'objet de leurs atteintes, ce sont bien les paysans et les petits artisans ruraux qui vont le plus nettement pâtir et développer, en conséquence, le net sentiment que le conflit est bien un conflit de classe. Jean-Baptiste Pellier, « travailleur de terre », le formulera très clairement, en soulignant que les manœuvres du procureur Montels, qui ont consisté à lui inventer une obligation de trois cent soixante-neuf livres envers un tiers, n'ont pu réussir « [qu']en profitant de son ignorance, attendu qu'il ne sait ni lire ni écrire »²³.

Les escroqueries des procureurs deviennent un problème social, faute d'avoir été traitées comme un problème public. Dès 1783, un avocat local, mettant moins l'accent sur les attroupements séditeux que sur leurs causes, signalait ce manque de justice et une revendication longtemps ignorée. « Nos cris se perdent dans les airs, faisait-il dire aux révoltés : nos ennemis ont trouvé le secret de les empêcher de parvenir à ceux qui pourroient nous venger. Eh bien ? soyons nous-mêmes nos vengeurs : attaquons la chicane dans ses suppôts et la flamme à la main, détruisons les armes dont ils nous égorgent »²⁴. Incapables de se protéger seuls, inaudibles sur une scène politique qui n'est pas constituée pour les écouter et ne voit pas dans leur ruine le principal problème de l'enrichissement fabuleux des procureurs, paysans et artisans ruraux vont certes chercher, par l'émeute, à constituer une autre scène où ils pourraient être entendus. Néanmoins, ce ne sera pas l'aspect social et communautaire de leur regroupement qu'ils mettront en avant.

L'émeute, des engagements socialement identifiables ?

Si ce sont avant tout les plébéiens qui ont le plus urgemment besoin de recourir à l'émeute parce qu'elle est leur seul et unique moyen de se

(22) Témoins déjà cités.

(23) AD de l'Ardèche, 25 B 79. Continuation d'information du 25 février 1783.

(24) *Ibid.*

faire entendre, d'autres – bourgeois prudents et petits nobliaux – ont pu profiter de l'occasion pour voir châtier ceux qui ne les avaient pas moins dépouillés. Faut-il alors parler d'instrumentalisation d'une protestation plébéienne et des émeutiers ? Cela supposerait que l'on puisse définir la scène ainsi constituée comme homogène culturellement et strictement populaire. En réalité, loin d'être l'expression immédiate d'une culture populaire, l'émeute essaie de construire sa visibilité et la possibilité de sa reconnaissance en empruntant à des registres socialement divers.

*Engagements paysans : évidence culturelle
et sociale ou décision stratégique ?*

Comme si l'émeute relevait d'une sorte d'évidence populaire, l'historiographie a beaucoup insisté sur la relative homogénéité sociale du gros des émeutiers, à partir de l'analyse de ceux qui ont été arrêtés. En tout, rappelle Michaël Sonenscher, 157 hommes furent identifiés ou dénoncés dans les dépositions des témoins. Des 67 dont les occupations sont spécifiées, 28 sont décrits comme travailleurs de terre, 6 comme journaliers, ménagers, fermiers. La majorité des autres sont de petits artisans ruraux (cordonniers, sabotiers, menuisiers)²⁵. Qu'ait joué une certaine forme de solidarité de classe n'est pas douteux : l'émeute unit ceux qui, depuis des années, n'ont trouvé aucun exutoire, aucune scène possible pour dire le déni de justice qui leur était fait, et qui ressentent leur fragilité économique et sociale, leur ignorance, comme les exposant communément aux attaques des procureurs.

Néanmoins, par-delà la figure sociale des participants – que l'on peut retracer à travers l'analyse des accusés – il faut prêter attention à tous ceux qui ont refusé de s'engager dans l'émeute. Celle-ci n'est donc pas une évidence, une sorte de surgissement lié à une culture de la violence. À trop aller dans ce dernier sens on risquerait de retrouver les explications culturalistes, voire naturalisantes, des élites du temps. Le comte de Périgord parlait ainsi du peuple de ces contrées comme ayant « toujours conservé quelque penchant à s'attrouper au moindre signe de ralliement », en raison de leur « naturel haineux et farouche »²⁶. En réalité, plusieurs d'entre eux, pressés de rejoindre leurs camarades, y rechignent et ne seront enrôlés que de force. À Joseph Bolze, menuisier, et à Pierre

(25) Michaël SONENSCHER, *op. cit.*

(26) « Mémoire concernant les malversations des gens d'affaires », *op. cit.*, AN, H 1 103, fol. 189.

Escoufier, « travailleur de terre », les émeutiers déclarent simplement « qu'il fallait qu'il les suivît » ; à André Mouton, « travailleur de terre » lui aussi, « qu'il falloît se joindre à eux [...] sans quoi ils le tueroient »²⁷. La manière qu'ont les révoltés d'exiger de l'un ou de l'autre qu'il les suive pourrait inciter à lire là une sorte d'évidence attendue de la participation, liée à un état social, à la connaissance sans doute par chacun que tel ou tel a subi lui aussi un préjudice de la part des procureurs, et à une solidarité que l'on peut finalement dire de classe. Néanmoins, la résistance à laquelle se heurte cette évidence d'une solidarité postulée témoigne bien du fait que la décision d'entrer ou non en émeute implique un certain nombre de facteurs complexes et relève d'une décision individuelle dont la solidarité avec le groupe n'est qu'un des facteurs possibles.

Les formes de l'émeute elle-même, si elles peuvent, en partie, prêter le flanc à une interprétation culturaliste qui les ramènerait à une culture de la matérialité, du bas et du carnaval, présentent aussi des caractéristiques qui ne cadrent pas avec ce schéma. Ce sont les victimes de l'émeute qui, dans leurs dépositions, semblent le plus nettement la ramener à une explosion de violence primaire. Jacques Monteils, procureur des Vans qui a été l'objet de la colère émeutière, insiste énormément sur une violence non seulement physique mais verbale : selon lui, les émeutiers sont entrés « jurant et blasphémant », ils lui ont parlé « d'un ton furieux [...] en jurant et menaçant ». Étrangement, alors qu'il leur demande s'ils entendent mettre le feu à sa maison, Monteils présente la réponse comme ayant été non seulement négative mais faite par signe, et prétend pourtant que c'était « toujours en jurant et menaçant »²⁸. Leur attribuer une incapacité à parler, sinon par hurlements, est une manière pour les élites de l'époque de caractériser des individus comme populaires. L'historien ne peut cependant pas, lui, endosser ce réflexe. La sincérité, ou du moins l'objectivité, des propos de Monteils doit être questionnée. Dans le même ordre d'idée, que faut-il penser des témoignages (et des interprétations qui prennent appui sur ceux-ci) insistant sur le lien des émeutiers à une culture du corps, et en particulier du ventre ? La place de la réjouissance alimentaire

(27) AD de l'Ardèche, 25 B 79. Suppliques à Monsieur le lieutenant et prévôt de maréchaussée, respectivement du 2 février, 1^{er} et 8 mars 1783. Jean Combes, « travailleur de terre », assure lui aussi que les émeutiers « le prirent et le firent marcher de force » ; il se trouve néanmoins au banc des accusés, interrogé le 2 mars 1783. De même André Payaut, voiturier, et Joseph Combalusier, domestique sur la paroisse d'Assion, prétendent-ils avoir été forcés. AD de l'Ardèche, 25 B 80, interrogatoires du 26 juin et du 2 mars 1783.

(28) *Ibid.*, Comparution de M^e Monteils devant Jacques Chalmeton, juge bailli de la ville des Vans, 30 janvier 1783.

dans l'émeute, de cette mobilisation comme une parenthèse dans les jours de misère ne semble pas contestable. Chez les gens d'affaires, les émeutiers emportent notamment des provisions de bouche : ainsi chez Maître Jean Bérard, notaire à Chandolas, on emporte entre autres un melon, les côtes et le jambon de deux cochons, trois grosses bouteilles de vin, de la graisse, du miel, du beurre, du sucre, quantité de sel, un pain entier, deux chapons, plusieurs poules, des raisins, etc.²⁹. Chez Maître Jean-Louis Morier « généralement tout ce qui fut propre à manger fut emporté »³⁰. L'émeute prend en effet des caractères de fête populaire : « Viens-y, tu seras content », dit ainsi un émeutier à un quidam pour le convaincre de le rejoindre³¹. Du coup, Michaël Sonenscher a insisté sur son caractère carnavalesque – caractère que le moment (février), l'usage des vessies de porc ou de la suie noire pour se masquer les visages, des vêtements de femme ou des larges chemises passées sur les habits ordinaires, ont pu souligner. Mais, plus que d'un carnaval, ne s'agirait-il pas plutôt de créer une scène de visibilité pour que s'exprime ce qui, depuis si longtemps, ne peut être entendu et traité sur la scène juridique ou sur la scène politique ordinaire³² ?

De cette visibilité-là, les élites nobles ou bourgeoises n'ont pas besoin, puisqu'elles trouvent ordinairement d'autres canaux pour exprimer leurs revendications. Néanmoins, ayant été comme les autres victimes des gens d'affaires, elles ne s'opposent pas toujours à l'émeute et à ses conséquences.

Présence des élites, une hétéronomie de l'émeute ?

Si l'une des premières informations menées n'interroge que des bourgeois qui ont été spectateurs distanciés et relativement critiques de l'émeute, on peut çà et là trouver trace de solidarités bourgeoises discrètes avec les émeutiers. Antoine de Chadenade, premier consul de la ville des Vans, appréhende l'émeute de loin, fait le tour de sa ville et décrit, dans sa déposition, ce qu'« il vit ». Parfois même, il évite de s'approcher trop

(29) *Ibid.*, Comparution de M^e Jean Bérard devant Louis Chaussy, le 14 février 1783.

(30) *Ibid.*, Comparution de M^e Morier, notaire royal à Ponges, du 8 février 1783.

(31) *Ibid.*, Déposition d'Antoine de Chadenade, du 8 février 1783.

(32) Gérard Sabatier souligne bien cet aspect démonstratif d'une émeute qui cherche avant tout la visibilité et où se révèle une évidente disproportion entre l'appareil formidable des masques, des gestes symboliques effrayants et la faible importance des dégâts commis. Il évoque donc « une mise en scène, un spectacle qui se déroule sous les yeux du public convié ». Gérard SABATIER, *op. cit.*, p. 127.

et n'apprend les événements que « par le bruit public »³³. De même le sieur Claude Coste, bourgeois « haut du lieu » de Bordesac, s'en remet-il à ce même « bruit public »³⁴. Apparemment, le bourgeois voit l'émeute comme un monde étranger, comme l'expression de son Autre social, à distance duquel il vaut mieux se tenir. L'idée d'une homogénéité sociale de l'émeute semble donc validée par ces témoins.

Que penser néanmoins de la défense de Jean-Pierre Baÿle, bourgeois de Banne, victime des procureurs, entendu comme témoin et non comme accusé, mais ayant tout de même prêté un fusil aux révoltés ? D'après lui, ceux-ci l'obligèrent « à aller prendre chez lui un fusil qu'ils lui connoissoient, et le forcèrent à le leur prêter, ledit fusil lui ayant été rendu quelques jours après par un des masqués, qu'il ne connoit pas »³⁵. L'homme n'a-t-il pas trouvé là l'occasion (et ce, sans avoir l'air d'y toucher) de punir le procureur Montels qui l'avait si maltraité ? N'a-t-il pas utilisé le nombre et la force des paysans pour leur faire accomplir une entreprise punitive à laquelle il était intéressé au premier chef ? N'a-t-il pas même peut-être impulsé cette émeute ? La même question peut être posée à propos de la présence dans l'émeute d'un certain nombre de personnages revêtus d'une autorité. Au premier rang d'entre eux, François Labillerie, procureur fiscal de Malbos, d'une très ancienne famille bourgeoise de la région, arrêté par les cavaliers de maréchaussée avec plusieurs autres membres d'une troupe émeutière³⁶. Il est d'emblée considéré comme un des chefs de l'émeute et l'historiographie a repris cette idée, non sans raison peut-être. Mais affirmer comme Jacques Schnetzler qu'il fut « une des têtes pensantes de ces gens » et que « si l'agitation n'occasionna pas de mort d'homme de la part des Masques, c'est bien peut-être imputable à François Labillerie » pose en revanche d'autres problèmes d'interprétation³⁷. C'est affirmer deux choses : la première, que l'émeute populaire ne saurait se conduire et raisonner sans un guide bourgeois ; la seconde, que toute violence vient d'un fond social populaire et que toute retenue ne peut être que bourgeoise. Or, rien ne vient à l'appui de cette thèse dans les archives.

La présence des élites dans les émeutes a souvent inspiré à l'historiographie le soupçon d'une hétéronomie de l'émeute, d'une

(33) *Ibid.*, Information du 8 février 1783.

(34) *Ibid.*, Continuation d'information du 14 février 1783.

(35) *Ibid.*, Continuation d'information du 25 février 1783.

(36) Voir son interrogatoire du 20 février 1783. Il fait partie des prévenus dénommés au jugement prévôtal du 6 août suivant et sera exécuté le 25 octobre (voir AD de l'Ardèche, 25 B 80).

(37) Jacques SCHNETZLER, *op. cit.*, p. 319.

instrumentalisation de celle-ci pour des objectifs qui ne concernaient pas forcément au premier chef ses protagonistes. C'est ce que William Beik a appelé les « mouvements de factions », où les élites poursuivent des objectifs politiques complexes tandis que la foule qui suit serait intéressée par des objectifs plus concrets et plus immédiats, sans toujours percevoir les tenants et les aboutissants³⁸. Dans l'affaire des Masques armés, le rôle, en effet assez complexe à débrouiller, des premier et second consuls de Courry, ainsi que d'un petit seigneur local, Louis Antoine Delbos, a beaucoup intrigué les historiens. Ce dernier semble être à l'origine de deux lettres au moins : l'une écrite sous sa dictée et en présence des Masques par le procureur Vincent Ginoux et destinée au comte de Périgord, la seconde écrite en partie par lui, par son beau-frère Maître Perochon, juge de Lusson, et signée par les deux consuls susdits ainsi que par le curé de Courry³⁹. Que ces personnages aient poursuivi des objectifs qui leur étaient propres n'est pas douteux (Sonenscher et Schnetzler font notamment l'hypothèse d'un lien avec une opposition des élites locales à la concession minière accordée à l'entrepreneur normand Tubeuf dans la région), qu'ils aient cherché à se mettre en avant sur une scène politique locale est évident, mais ce n'est pas pour autant qu'ils n'ont pas, également et peut-être malgré eux, joué un rôle d'adjuvant pour les émeutiers.

Les élites manipulées ?

Pour que l'on puisse parler de manipulation du dominé par le dominant, il faut que ce dernier parvienne, l'espace d'un moment au moins, à masquer son identité sociale propre et à faire croire au dominé qu'il partage avec lui un certain nombre d'intérêts. Or, on ne voit rien de tout cela dans l'étrange rencontre qui se noue entre Delbos et les Masques. La principale rencontre a lieu, après rendez-vous pris, dans un cabaret des Salles de Gagnière : les Masques sont en nombre (environ quinze) ; face à eux, le sieur Delbos, mais aussi, à ses côtés, deux procureurs chez lesquels les insurgés se sont rendus quelques jours auparavant en expédition de punition ou d'avertissement, le sieur Vincent Ginoux et le sieur Masmejean⁴⁰.

(38) William BEIK, « The Violence of the French Crowd from Charivari to Revolution », *Past and Present*, 2007, vol. 197, n° nov., p. 75-110. Notamment p. 91-93.

(39) Cette dernière lettre ne semble pas se trouver dans les archives de l'Ardèche et nous en ignorons à la fois le contenu et le destinataire.

(40) Voir la déposition du sieur Ginoux du 17 juillet 1783 (AD de l'Ardèche, 25 B 80, p. 101 à 111). Schnetzler fait à tort de Ginoux une « victime » des procureurs, alors qu'il est lui-même procureur à Salles de Gagnière.

Le déséquilibre numérique permet sans doute aux Masques de ne pas s'en laisser imposer ; la présence des procureurs marque clairement l'existence de deux camps et rend tout à fait improbable toute illusion de collusion entre les parties. Il est certain que le sieur Delbos laisse peu de place à la négociation des termes de l'entrevue : il arrive muni d'une lettre du maire de Saint-Ambroix dont il cherche dans un premier temps à imposer la lecture, et d'un brouillon de lettre de son cru, pour le comte de Périgord, commandant en chef du Languedoc. Pourtant, ces deux lettres ne seront reçues que parce que les Masques les acceptent – et ils ne les acceptent qu'après débat. Dans un premier temps, à la présentation de la lettre du maire, les révoltés « refusaient de [la] recevoir et se retiroient en jurant ». Ce n'est qu'après négociations et promesses de la part de Delbos que les Masques en acceptent la lecture. En ce qui concerne l'écriture de la lettre au commandant en chef, là aussi il y eut débat. La négociation principale se tient entre Delbos et deux Masques, mais les autres ne sont pas loin et « entendoient tout ce qui se disoit étant dans une chambre voisine et trois ou quatre d'entre eux allant et venant »⁴¹. Si les termes précis de la lettre n'ont peut-être pas été négociés (dans un premier temps c'est un Masque qui avait commencé à la recopier, mais il « écrivait très mal » et c'est finalement le procureur Ginoux qui s'en chargea), le principe de son envoi l'a, lui, clairement été. Si Delbos et les procureurs ont donc eu l'impression de se servir des Masques, il semble qu'en réalité ceux-ci aient considéré avoir besoin de leur médiation.

Pour avoir longtemps subi de la part des procureurs des malversations qui étaient connues de tous, les Masques savent qu'il n'existe pas d'« arène publique » où leur contestation pourra être entendue ; ils savent aussi que la voix de l'émeute est illégitime et par conséquent inaudible⁴². Ils ont déposé auprès du maire de Saint-Ambroix « plusieurs mémoires de plaintes relativement auxdits procureurs, et à leur misère personnelle » ; mais leur voix s'est perdue, le maire ayant fait répondre « qu'il ne s'intéresseroit pour eux que lorsqu'ils auroient mis bas les armes et qu'ils seroient rentrés dans leur devoir »⁴³. Ils ont alors tenté, dans une

(41) AD de l'Ardèche, 25 B 80, p. 107.

(42) Peu avant le grand mouvement de l'hiver 1783 d'autres soubresauts avaient eu lieu en septembre 1781 et en janvier 1782 : Jean Toulouze, maire de Saint-Ambroix en témoigne dans sa déposition du 26 février 1783, assurant que les événements fermentaient dans les environs de sa ville depuis « environ deux années, puisque on y vit, à deux différentes époques, sur le chemin qui conduit à cette ville à l'audience de Banne, des gens déguisés dont le projet paroissoit être de tomber sur les gens d'affaires de ladite ville des Vans ». AD de l'Ardèche, 25 B 79.

(43) *Ibid.*

lettre à M. Chalmeton, juge des Vans, de toucher « un homme dans le cas de rendre justice »⁴⁴. Ils ont sans doute utilisé Labillerie parce qu'il pouvait exprimer leurs revendications dans une langue reconnaissable et acceptable pour les élites, car tous les témoignages soulignent que le chef de l'émeute parlait « bon françois »⁴⁵. Plutôt que « la tête pensante » de l'émeute, Labillerie en a peut-être été le porte-parole⁴⁶. Mais pour toucher vraiment le pouvoir, pour parvenir jusqu'au commandant en chef et, par son intermédiaire jusqu'au roi, les révoltés ont besoin de la médiation des élites locales. Leur but est bien, en utilisant Delbosc, de convaincre le comte de Périgord de porter leur « cause aux pieds du trône, afin que sa majesté soit instruite des vexations » dont ils ont été victimes de la part des gens d'affaires⁴⁷. Il s'agit en somme, de la part de couches populaires en révolte, de « manipuler » les élites, de leur emprunter leurs mots, pour forcer l'entrée d'un espace politique de réception qui leur serait autrement fermé.

L'émeute déploie donc une scène de l'action et une scène du discours. Aucune des deux ne peut être considérée comme socialement réservée. Certes, les bourgeois se tiennent spontanément à distance du théâtre de la violence ; certes, les paysans n'ont pas les instruments discursifs nécessaires pour intervenir et se faire entendre de manière autonome. Néanmoins, on voit les élites s'immiscer dans l'émeute, de manière le plus souvent subreptice, en l'encourageant ou en tentant de la diriger plus qu'en y participant directement ; et l'on voit les paysans trouver le moyen de se mettre à « parler comme les bourgeois »⁴⁸ en utilisant l'intermédiaire de ces derniers. L'émeute n'apparaît donc pas comme l'expression d'une culture, mais comme un moment d'adaptation stratégique à l'espace politique de sa réception.

Cette affaire des Cévennes est particulièrement intéressante parce que les développements qui prennent place après le temps de la rébellion active et de sa répression témoignent eux aussi d'un brouillage possible – quoiqu'interrompu – des identités sociales : les plébéiens semblent se voir offrir un espace de parole et des élites interviennent en leur faveur.

(44) AD de l'Ardèche, 25 B 80.

(45) AD de l'Ardèche, 25 B 79, déposition du sieur Coste, bourgeois de Bordesac (du 14 février) ; déposition de Jean-Pierre Baÿle, bourgeois habitant de Banne (du 25 février) ; déposition de Maître Masméjean, notaire de Salles de Ganières (*idem*).

(46) Sur la figure du porte-parole comme rendant possible la construction d'un lien entre la société civile et le champ politique, voir Jacques GUILHAUMOU, *La parole des sans. Les mouvements actuels à l'épreuve de la Révolution française*, Fontenay/Saint-Cloud, ENS éditions, 1998.

(47) AD de l'Ardèche, 25 B 80.

(48) Jacques RANCIÈRE, *op. cit.*, p. 9.

Après l'émeute : le déplacement inachevé de l'espace de réception

Si la parole plébéienne ne peut se faire entendre en contexte ordinaire, l'émeute permet de faire passer une revendication ou du moins de déclencher une inquiétude chez les élites exposées au risque de sa violence ; ces dernières peuvent alors se faire le relais des problèmes soulevés à l'occasion de l'émeute. Ainsi le curé de Mounens se fait-il l'écho, dès l'automne suivant l'émeute des Masques, de propositions développées par l'une de ses ouailles, M. Bollon du Fraisses, suggérant qu'il serait « impossible de remédier aux abus de la justice si l'on ne diminuait pas les droits des procureurs »⁴⁹. À la suite de l'insurrection des Masques armés, la gravité des dysfonctionnements du système judiciaire de ces provinces reculées semble avoir été reconnue et exprimée par une partie des élites locales et nationales. L'espace de réception de la plainte en sera temporairement modifié et abandonnera quelque peu ses œillères sociales qui limitent l'écoute possible de la parole populaire. Les résultats ne seront néanmoins pas à la hauteur du déplacement initialement possible.

L'ouverture d'un nouvel espace de réception pour la parole plébéienne

L'ampleur du déni de justice et des risques d'émeute qui en résultaient semble avoir été reconnu en haut lieu, peut-être même mieux par le pouvoir politique que par les spécialistes du droit : par lettres patentes du roi, des conseillers du parlement de Toulouse forment deux commissions successives destinées à parcourir le Gévaudan, le Vivarais et les Cévennes et à y entendre les plaintes de tous⁵⁰.

L'arrivée de chaque commission et son objet sont annoncés à l'ensemble des populations par l'intermédiaire des syndics, des curés, de placards, mais aussi par la pompe et les fêtes qui entourent l'entrée des

(49) AD de l'Ardèche, C 1084, fol. 11. Du 30 novembre 1783. Lettre probablement au commandant en chef.

(50) La minute du procès-verbal des opérations de la seconde commission du Vivarais, formée par lettre patente du 24 juin 1784 se trouve aux AN, E 3707¹. Celle de la première commission, formée par lettre patente du 22 juillet 1783 et dont M. Sonenscher croyait l'archive perdue, se trouve aux AN, U 1035. D'une certaine manière, la pratique ressemble à celle des Grands Jours, où le roi, par l'intermédiaire de juges étrangers à la province, entend les plaintes du plus grand nombre et juge en dernier ressort les affaires qui localement ont donné lieu à des décisions contestables ou ont été soustraites à la justice.

commissaires dans chaque ville. Tous doivent donc être au courant de la possibilité de porter leurs plaintes devant les magistrats du roi. Et la démarche semble simple, ouverte : « Nous avons ordonné aux consuls de la ville de publier que tous ceux qui auraient à porter des plaintes contre des gens d'affaires ou qui auraient des procès qu'ils voudraient terminer n'avaient qu'à venir nous trouver et que nous serions toujours prêts à les écouter », écrivent les commissaires⁵¹. Attention est même portée à ce que les distances ne puissent constituer un obstacle pour les plus pauvres : De Lhermet, syndic du Gévaudan, indique ainsi que « quoique Nosseigneurs les Commissaires du Roi aient établi à Mende le principal siège de leurs séances, où ils recevront toutes les plaintes du Diocèse ; cependant pour éviter des frais et des courses coûteuses à ceux qui auroient des plaintes à leur porter et faciliter aux plus pauvres les moyens de se faire entendre, ils ont résolu de se transporter sous peu de jours à Maruejols, Saint-Chély, Langogne et Villefort pour se rapprocher des paroisses qui sont dans l'arrondissement de ces villes »⁵².

Cette écoute nouvelle porte ses fruits ; les paysans, habituellement rejetés de l'espace discursif, peuvent venir porter leurs plaintes. De Mende le 6 juillet 1784, les commissaires écrivent avoir, depuis leur « entrée dans le Gévaudan [...] entendu tous les jours plusieurs plaintes de pauvres gens illitrés »⁵³. Il semble même que le dispositif ait fonctionné comme un lieu de libération de la parole protestataire, longtemps contenue car sans lieu d'écoute possible : parmi le grand nombre des plaintes reçues par les magistrats, celles correspondant exactement à l'objet de leur commission semblent avoir été minoritaires. Ainsi le 16 juillet 1785 les commissaires notent-ils avoir « entendu un grand nombre de plaintes, quelques-unes, mais un très petit nombre avaient pour objet l'avidité des praticiens »⁵⁴. Certains viennent devant la commission avec « des tas de papiers à lire » qu'ils la prient d'examiner⁵⁵. Un nouvel espace de réception semble s'ouvrir, pour la plus grande joie populaire : sur le soir, dans les rues illuminées, « dans quelques endroits on lisait à travers les lampions, Vive le Roi, Vive son Parlement »⁵⁶. Une attente très grande était ainsi créée. Néanmoins, si les dispositifs mis en place semblaient suscep-

(51) AN, E 3707¹, p. 4.

(52) AN, C 1084.

(53) AN, E 3707¹, p. 60-61.

(54) *Ibid.*, p. 88. Ils notent exactement la même chose au 23 juillet. *Ibid.*, p. 104.

(55) *Ibid.*, p. 102.

(56) *Ibid.*, p. 99.

tibles d'ouvrir aux plus démunis de nouveaux modes de critique, les résultats furent décevants.

Des résultats finalement limités, une disqualification sociale perpétuée

Les préjugés initiaux reprennent vite le dessus et l'exclusion des plébéiens de tout droit à l'opinion et à la critique revient sur le devant de la scène. Un mémoire, probablement destiné au commandant en chef du Languedoc, souligne ainsi, peu après les émeutes des Masques, que si certains « s'en prennent aux gens d'affaires, qu'ils accusent, sans distinction, de prévarication et de rapine », il ne faut pas se laisser entraîner « dans ces inculpations trop générales, par l'humeur et le dépit des plaideurs de mauvaise foy, qui sont nombreux parmi le peuple, et dont les clameurs font grand bruit »⁵⁷. Ainsi se trouve réaffirmée la non-valeur de toute parole populaire, réduite à une clameur, à du bruit inarticulé et insignifiant.

Ce sont avant tout des juristes qui se préoccupent du problème explicité par l'émeute, mais ils le traduisent dans les termes techniques qui sont les leurs, ainsi qu'avec les œillères sociales qui leur sont propres. Le principal problème est, pour la plupart d'entre eux, non pas que le peuple ait été la victime inécoutée des déprédations des procureurs, mais bien plutôt que ces mêmes procureurs soient eux-mêmes par trop plébéiens d'origine : le ministère public aurait été « abandonné à des artisans ou à des laboureurs, dont toute la science consiste à signer leur nom, [...] un essaim d'hommes du peuple, sans mission et sans aveu, malheureusement formés à l'écriture par le pédagogue du village et à quelques formules par le notaire du lieu, des hommes sans talents, sans connoissances, et sans éducation »⁵⁸. Alors que l'émeute a mis au jour l'existence d'un espace d'injustice socialement hétérogène et alors qu'elle a brouillé la distribution sociale ordinaire des modes de revendication et provoqué la mise en place d'une commission susceptible de constituer une arène publique ouverte aux plus pauvres, le retour à l'ordre signe aussi la réaffirmation des lieux et des places de chacun.

Les membres des commissions mises en place par le pouvoir pour entendre les plaintes populaires sont bien les représentants de ce milieu juridique soucieux de perpétuer l'ordre social existant. Les principales conclusions du substitut du procureur général du roi à la suite des opéra-

(57) AN, C 1084., fol. 10.

(58) Même mémoire.

tions de la première commission du parlement députée dans le Gévaudan, le Vivarais et les Cévennes, concernent avant tout l'organisation technique des études de droit. Pour lui, il s'agit principalement de faire cesser les abus des universités d'Orange, de Valence et d'Avignon, où l'on peut obtenir des diplômes « sans étude, sans interstices et sans savoir même lire »⁵⁹. C'est aussi ce qui frappe les commissaires et qu'ils mettent en valeur dans le procès-verbal de la seconde commission : au 12 juillet 1785 ils insistent ainsi sur l'audition de l'huissier Bonhommé, lequel aurait comparu devant eux « couvert de haillons et comme un misérable mendiant, il a convenu qu'il ne savait ni lire ni écrire »⁶⁰. Ce faisant, ils retrouvent exactement l'inquiétude qui était celle des élites locales et qui transparaissait dans leurs dépositions au lendemain immédiat de l'émeute des Masques. L'inquiétude de la commission, loin de résulter avant tout de ses auditions, rejoint les lieux communs et les inquiétudes sociales ordinaires qui sont à l'époque celles des juristes et des autorités locales. Les plaintes contre l'ouverture sociale relative des milieux juridiques sont alors légions. M. Joseph de Bernardi, lieutenant-général au siège du comté de Sault, de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Marseille se plaignait ainsi qu'on ait « publié un grand nombre de livres élémentaires, et surtout de Dictionnaires, par lesquels on a cru mettre la science du Droit à la portée de tout le monde. Pour être Avocat, il n'a plus fallu ni étude, ni travail. Un charlatan hardi, avec quelques connoissances superficielles puisées dans les Dictionnaires, a bientôt effacé l'homme vraiment instruit, mais modeste »⁶¹. Loin de s'ouvrir à la parole plébéienne, la commission s'inscrit donc dans un mouvement collectif des élites visant à préserver leur exclusivité sur la maîtrise du langage.

Leur polarisation sur les aspects techniques de la justice et leurs préjugés auront finalement empêché les magistrats de mener jusqu'au bout l'ouverture d'un espace de revendication plébéienne que promettait la mise en place des commissions. Ils repoussent certes les demandes concernant des sentences définitives, mais jugées injustes et que les paysans venaient contester. Le paternalisme du regard n'empêche pas alors la fin de non-recevoir : « Nous les aurions écoutés avec bonté et nous leur aurions fait comprendre que leur demande ne pouvait être accueillie »⁶². Mais

(59) AN, H 1 103, fol. 140. Lettre du 13 juillet 1784.

(60) AN, E 3707¹, p. 76.

(61) Joseph de BERNARDI, *Essai sur les révolutions du droit français, Pour servir d'Introduction à l'Étude de ce Droit; suivi de Vues sur la Justice Civile, ou Projet de réformation dans l'administration de la Justice Civile*, à Paris, chez Servière, 1785, p. 160-161.

(62) AN, E 3707¹, p. 103.

même lorsqu'il s'agit de l'objet précis de leur commission, les magistrats considèrent souvent, dans le cours des auditions, qu'un grand nombre de plaintes « étaient mal fondées », formées d'« allégations dénuées de preuves », « vagues »⁶³. Or, l'absence de preuve constitue le cœur même du problème des malversations des gens d'affaires, puisque ce qui leur est reproché est précisément de ne pas avoir délivré aux plaideurs les preuves écrites des transactions effectuées. Même déposées en grand nombre, les plaintes populaires sont facilement méprisées, dans la mesure où elles ne sont ni exprimées dans les formes juridiques requises, ni polarisées autour d'objets qui peuvent être reconnus comme des enjeux par les élites. Ainsi, le 7 octobre 1783, arrivent devant la première commission les « plaintes d'un concours considérable de paysans des villages voisins ». « La plupart de ces plaintes dirigées contre les gens d'affaires » correspondent donc pleinement aux attributions de la commission. Celle-ci reconnaît que les gens d'affaires « savent tirer grand parti de leur qualité de praticiens, au détriment du public » ; elle considère néanmoins que ces plaintes « n'auroient pas été assez graves pour mériter une information de [sa] part »⁶⁴. Et même lorsque parmi les plaintes il s'en trouva « de plus graves que celles du jour précédent », la commission ne crut pas « cependant qu'elles méritassent d'être instruites par la voye de l'information »⁶⁵. Tout se passe presque comme si ces grands parlementaires étaient presque socialement offusqués d'avoir à entendre de si petites affaires. Aussi ne les traitent-ils pas : le 10 octobre suivant ils avouent clairement n'avoir « pas cru devoir faire des procédures pour des objets si minutieux » que ceux qui leur avaient été présentés ce jour-là, mais constituaient précisément l'objet de leur commission. Ils s'affairent plutôt « à terminer un grand nombre de procès à la prière réciproque des parties » – procès dont l'objet leur semble plus important (affaires de testament, suppléments de légitime, querelles de préséance entre autorités locales, notables locaux contre communautés, etc.) et les parties socialement plus légitimes⁶⁶. Ainsi les pauvres se voient-ils finalement en grande partie privés de l'usage de ce qui avait pu apparaître comme une arène publique possible d'exposition de leurs revendications.

*

(63) AN, E 3707¹, p. 27 et p. 18. AN, U 1035, p. 14.

(64) AN, U 1035, p. 28.

(65) *Ibid.*, p. 42.

(66) *Ibid.*, p. 35.

L'exemple de la révolte des « Masques armés » permet de réfléchir sur les répertoires de l'action populaire en déplaçant un peu le problème depuis sa source (les émeutiers pensés selon des catégories socio-culturelles rigides) vers sa réception (les autorités définissant les formes des arènes publiques). Une polarisation sur des caractéristiques socio-culturelles enferme les révoltés dans un univers du corps, fait de gestes, de cris, de violence. Notre analyse s'est au contraire attachée à montrer que l'absence de la parole relevait moins de sa mise à distance par les catégories populaires que de la surdité des élites à toute parole populaire : en amont de l'émeute aucune revendication tranquille ne peut être entendue ; en aval, et alors même que des commissions parlementaires ont été mises en place pour recueillir les paroles, ce que disent les paysans et petits artisans ruraux ne peut être reçu. On comprend alors pourquoi l'émeute violente, l'engagement des corps, reste comme seule ressource ; mais aussi pourquoi il est nécessaire d'emprunter aux élites non pas seulement leurs mots mais leur bouche même, en les instituant (en partie malgré eux) porte-parole de l'émeute. Ce qui porte le plus fortement la marque du social, ce ne sont donc pas les acteurs mais les institutions et les formes de l'espace public.

Déborah COHEN

Laboratoire TELEMME
Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme
5, rue du Château de l'horloge, BP 647,
13094 Aix-en-Provence.
cohen.deborah@free.fr